

# Point de Presse du Conseil d'Etat

---

21 août 2012

La version Internet fait foi

M. Pierre-François Unger, président du Conseil d'Etat  
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat



# Sommaire

---

Genève internationale.....	5
Soutien à deux projets de solidarité internationale .....	5
Genève-Confédération .....	6
Projet fédéral d'élimination des micropolluants: mise en œuvre compliquée à Genève, canton frontalier ...	6
Consultation fédérale relative à la révision partielle de la loi sur la radio et la télévision .....	6
Oui à une simplification de l'ordonnance sur les compétences en matière de métrologie .....	7
Oui au Projet remanié de territoire suisse.....	7
Genève .....	8
Séminaire de législature.....	8
130 nouveaux logements et 740 m <sup>2</sup> d'activités à Lancy .....	8
Un nouveau Palais de justice d'ici 2020 .....	9
Les travaux du nouveau bâtiment de la HEG sur le site de Battelle débiteront à l'automne .....	9
Equiperment de deux immeubles avec encadrement pour personnes âgées .....	9
Taxation des plus-values foncières : modification du règlement d'application .....	10
Lancement d'une étude pour la promotion des zones d'activités mixtes .....	10
Ouverture des voies bus et taxi au transport professionnel des personnes handicapées .....	11
Optimisation de l'offre en P+R sur la rive gauche.....	11
Modération du trafic aux Eaux-Vives: des mesures sous haute surveillance.....	12
Signature de deux contrats relatifs aux corridors biologiques transfrontaliers .....	13
Protéger les raisins du chapardage .....	13
Refonte de la loi sur la statistique publique cantonale.....	14
Projet de loi modifiant la loi sur la procédure administrative.....	14
Adaptations tarifaires de la Feuille d'avis officielle.....	15
Aides financières dans le domaine de la culture.....	15
Aides financières dans le domaine de la santé.....	16
Soutien aux activités de l'Association suisse Pro Infirmis .....	17

Aides financières à divers organismes .....	17
Intégration des étrangers : Genève poursuit ses efforts .....	18
Approbation des comptes 2011 de diverses institutions.....	19
Rapports d'activités des commissions officielles .....	19
Nouveau règlement pour le cimetière à Chêne-Bourg .....	19
Céligny opte pour une source d'énergie locale.....	20
Entrée en vigueur de lois .....	21
Agenda des invitations à la presse .....	23

# Genève internationale

---

## Soutien à deux projets de solidarité internationale

Le Conseil d'Etat a accordé un financement de 182'000 francs destiné aux boursier-ère-s du Centre d'enseignement et de recherche en action humanitaire (CERAH). Créé en 2008 sur une initiative conjointe de l'Université de Genève et de l'Institut des hautes études et du développement, le CERAH propose une formation académique de haut niveau pour les professionnel-le-s de l'humanitaire. Les enseignements proposés ont pour but d'offrir une réflexion critique et documentée sur les principales crises humanitaires contemporaines et les enjeux de la pratique humanitaire. Le soutien du canton de Genève permettra à quinze étudiant-e-s de suivre une formation pluridisciplinaire de niveau *Master of advanced studies* ou *Diploma of advanced studies* en action humanitaire durant l'année académique 2012-2013.



Par ailleurs, le gouvernement, poursuivant son appui à la reconstruction d'Haïti suite au tremblement de terre dévastateur de janvier 2010, a décidé de financer un projet de prise en charge de la santé primaire et materno-infantile. Un montant total de 400'000 francs pour la période 2012 - 2013 sera octroyé à l'organisation Médecins du Monde Suisse pour soutenir les centres de santé des communes de Petit et de Grand Goâve dans le but de lutter contre le choléra et de faciliter l'accès aux soins des femmes enceintes et des enfants de moins de cinq ans.

*Pour toute information complémentaire : Mme Maria Jesus Alonso Lormand, directrice, service de la solidarité internationale, DS, ☎ 022 388 15 40.*

# Genève-Confédération

---

## **Projet fédéral d'élimination des micropolluants: mise en œuvre compliquée à Genève, canton frontalier**

Le Conseil d'Etat a répondu à la mise en consultation par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication d'un projet de modification de la loi fédérale sur la protection des eaux, qui vise à assurer le financement de l'élimination des composés organiques ou micropolluants.

Selon ce projet, l'adaptation des stations d'épuration (STEP) sera financée conformément au principe du « pollueur-payeur » et mise à charge des usagers par le biais d'une taxe plafonnée à 9 francs par habitant et par an. Cette taxe alimentera un fonds qui couvrira 75% des investissements à consentir sur environ 100 stations d'épuration en Suisse.

Dans sa réponse à la consultation, le Conseil d'Etat salue la démarche de la Confédération, mais fait part de ses préoccupations liées à l'applicabilité du projet au canton de Genève, dont les bassins versants sont transfrontaliers.

Ainsi le financement proposé de l'adaptation des STEP pose la question de savoir si et comment les coûts supplémentaires liés à ces nouvelles exigences pourront être répercutés sur les habitants de France voisine dont les habitations sont reliés à une STEP genevoise. Pour ce qui est des eaux usées industrielles, Genève pose la question de l'applicabilité des niveaux de rejets admis aux eaux usées en provenance du bassin versant français.

*Pour toute information complémentaire : Mme Irina Lopériol Garret-Flaudy, direction générale de l'eau, DIME,  
☎ 022 388 64 12.*

---

## **Consultation fédérale relative à la révision partielle de la loi sur la radio et la télévision**

Le Conseil d'Etat a répondu favorablement au projet du Conseil fédéral de révision partielle de la loi sur la radio et la télévision (LRTV). Il relève en particulier l'amélioration de la prise en compte des besoins des personnes handicapées (obligation de sous-titrer les télé-journaux des télévisions régionales), ainsi que le soutien à la mise en place de nouvelles technologies.

En revanche, s'agissant des entreprises, le Conseil d'Etat s'oppose à la proposition de perception de la redevance en fonction d'un barème progressif lié au chiffre d'affaires. Une telle pratique s'apparenterait à un véritable impôt sur le chiffre d'affaires et se justifie d'autant moins que les ménages privés sont astreints au paiement d'un montant forfaitaire.

Enfin, le Conseil d'Etat souhaite que la Confédération puisse garantir un juste retour vers les diffuseurs privés en envisageant un système de renouvellement des concessions tenant compte des impératifs de planification

et d'investissement, ainsi qu'un système de rendement des fonds propres favorisant la recherche d'investisseurs.

*Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Bongard, direction générale des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 48.*

---

### **Oui à une simplification de l'ordonnance sur les compétences en matière de métrologie**

Le Conseil d'Etat a répondu favorablement à une consultation relative à l'ordonnance sur les compétences en matière de métrologie (OCMétr) soumise par le Département fédéral de justice et police. Dans sa réponse, le gouvernement relève que ce projet vise à simplifier et à réunir les missions aujourd'hui dispersées entre les [ordonnances du 15 février 2006 sur les tâches et compétences des cantons en matière de métrologie](#) (RO 2006 1637) et [sur les laboratoires de vérification](#) (RO 2006 1643).

Enfin, il souligne que les modifications sont de nature avant tout formelle et qu'elles ne remettent pas en cause les compétences du canton. Leur entrée en vigueur est prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2013, en même temps que les nouvelles lois fédérales sur la métrologie et sur l'Institut fédéral de métrologie.

*Pour toute information complémentaire : Mme Emanuela Dose Sarfatis, direction générale des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 59.*

---

### **Oui au Projet remanié de territoire suisse**

Le Conseil d'Etat a pris connaissance avec grand intérêt de la nouvelle version du [Projet de territoire suisse](#) (PTS), qui tient compte des remarques formulées par le canton lors d'une première consultation qui s'est déroulée au printemps 2011.

Consulté par la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC), le gouvernement s'est déclaré favorable au projet remanié, estimant qu'il constitue une ligne d'orientation et d'aide à la décision pour ses activités à incidence spatiale et qu'il permettra de relever les défis du développement territorial au niveau national.

Le canton salue le processus tripartite mis en œuvre pour la conception du projet, qui garantit une prise en compte équilibrée des enjeux territoriaux et offre la possibilité de dépasser les frontières institutionnelles. Il représente non seulement une occasion de valoriser les démarches entreprises dans le cadre des projets d'agglomération, mais aussi une opportunité de renforcer le rôle des métropoles et des régions dans la politique suisse en matière d'aménagement du territoire.

Le gouvernement genevois estime que le projet devrait constituer le point de départ pour le développement d'une politique incitative, notamment de la part de la Confédération, permettant la mise en œuvre des mesures envisagées. Un tel soutien donnerait une impulsion intéressante aux collaborations engagées, par exemple dans le cadre de la Métropole lémanique.

Le gouvernement souligne à ce sujet que la prise de position du canton de Genève a été étroitement coordonnée avec celle du canton de Vaud, en mettant à profit la dynamique mise en place en lien avec la Métropole lémanique.

*Pour toute information complémentaire: M. Vassilis Venizelos, chef de projet, direction de la planification directrice cantonale et régionale, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 58.*

---

## Séminaire de législature

Le Conseil d'Etat effectuera son traditionnel séminaire de législature à Stockholm (Suède) du 21 au 24 août 2012. A l'occasion de ce déplacement, le gouvernement abordera différentes thématiques en lien avec l'aménagement, les transports et la politique de la ville.

Il visitera notamment la cité scientifique de Kista, située au nord-ouest de la capitale et appelée la Silicon Valley suédoise depuis les années 1980, Hammarby Sjöstad, un écoquartier situé sur les rives d'un lac et considéré comme une référence mondiale dans le domaine des solutions écologiques appliquées à la cité, et le quartier de Klara Zenit, icône de la revalorisation de foncier aérien abritant une centaine d'appartements.

De tels séminaires, qui se déroulent lors de la 3<sup>e</sup> année de chaque législature, sont l'occasion de découvrir sur le terrain et grâce aux explications de spécialistes des exemples concrets de mise en œuvre de politiques publiques. C'est également l'occasion de renforcer la cohésion gouvernementale.

---

## 130 nouveaux logements et 740 m<sup>2</sup> d'activités à Lancy

Le Conseil d'Etat a adopté le plan localisé de quartier (PLQ) portant sur des terrains situés à Lancy, entre les chemins du Bac, de Daniel-Ihly et du Crédo. D'une superficie totale de 8460 m<sup>2</sup>, le périmètre comporte 21 parcelles en zone de développement 3, dont trois parcelles cantonales, une parcelle communale et cinq parcelles propriétés de fondations de droit public.

Ce PLQ propose de créer deux bâtiments de six étages sur rez-de-chaussée, affectés principalement à des logements. Les rez-de-chaussée du bâtiment bordant le chemin du Bac seront affectés à des activités ou des commerces. Le projet prévoit au total 152 places de stationnement – dont 130 destinées aux habitants – pour l'essentiel situées dans un parking souterrain commun aux deux immeubles et accessible par le chemin du Bac. L'implantation des constructions projetées permet la conservation d'un espace en pleine terre au centre du périmètre.

Ce projet propose également d'aménager des espaces publics de différentes nature : deux zones de rencontre au sud et au nord du périmètre, le long des chemins des Tattes-Brûlées et Daniel-Ihly, ainsi qu'un espace destiné à l'aménagement d'un parc à l'est. Le Conseil municipal de la commune de Lancy a préavisé favorablement ce projet le 29 mars 2012.

La procédure d'opposition ouverte du 4 mai au 4 juin 2012 n'a suscité aucune opposition.



Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la FAO, le plan sera disponible sur le site Internet officiel de l'Etat de Genève : [www.ge.ch/amenagement/plansadoptes](http://www.ge.ch/amenagement/plansadoptes).

*Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 80.*

---

## **Un nouveau Palais de justice d'ici 2020**

Le Conseil d'Etat est convaincu de la nécessité de réaliser le nouveau Palais de justice dans des délais raisonnables, malgré la situation budgétaire difficile du canton. Il a ainsi informé par courrier la Commission de gestion du Pouvoir judiciaire que ce projet accuserait un retard d'une année seulement par rapport au calendrier initial.

Le gouvernement déposera donc au Grand Conseil d'ici 2014 un projet de loi ouvrant un crédit d'étude pour ce bâtiment, ce qui devrait permettre la réalisation de l'ouvrage entre 2017 et 2020.

*Pour toute information complémentaire: Philippe Moraga, chef de projets, direction des investissements, du patrimoine et des actifs, office des bâtiments, DU, ☎ 079 913 96 60.*

---

## **Les travaux du nouveau bâtiment de la HEG sur le site de Battelle débuteront à l'automne**

Le Conseil d'Etat a confirmé que les travaux du nouveau bâtiment de la Haute école de gestion débuteront cet automne et en a informé la HES-SO.

Le 26 mai 2011, le Grand Conseil avait approuvé la [loi ouvrant un crédit d'investissement de 52'172'000 francs pour la construction et l'équipement de ce bâtiment et d'un parking sur le site de Battelle à Carouge](#). Les besoins de la HEG sont identifiés de longue date, puisque le Conseil d'Etat avait déjà déposé en mars 2005 un [projet de loi ouvrant un crédit d'étude pour ce bâtiment](#).

Après trois ans de procédures suite à des recours et au vu de l'augmentation importante des effectifs (environ 31% par année), le Conseil d'Etat se réjouit du début prochain des travaux.

*Pour toute information complémentaire: M. Marc Andrié, directeur, direction des investissements, du patrimoine et des actifs, office des bâtiments, DU, ☎ 078 629 26 75.*

---

## **Equipement de deux immeubles avec encadrement pour personnes âgées**

Dans le cadre du développement de la politique de maintien à domicile, le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi ouvrant un crédit d'investissement pour l'équipement de deux immeubles avec encadrement pour personnes âgées qui seront exploités par la Fondation d'aide et de soins à domicile.

Ce crédit d'investissement permettra l'aménagement des locaux, l'acquisition du mobilier et des appareils de sécurité pour des logements répondant à l'article 32 du règlement sur le réseau de soins et de maintien à domicile, pour des personnes en âge AVS, capable d'assumer les actes de la vie quotidienne, ayant un besoin

de sécurité et rencontrant une problématique de santé et/ou sociale.

*Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, directeur général, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 26.*

---

## **Taxation des plus-values foncières : modification du règlement d'application**

Le Conseil d'Etat a adopté une modification du règlement d'application de la [loi cantonale d'application de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire \(LaLAT\)](#). La modification porte principalement sur deux points. D'une part, elle attribue au département des finances (DF), via l'administration fiscale cantonale, la compétence de prélever et de recouvrer la taxe sur les plus-values foncières résultant de mesures d'aménagement du territoire. D'autre part, elle confie au département de l'urbanisme (DU) la gestion du fonds de compensation qui recueille le produit de cette taxe.

Pour mémoire, le Grand Conseil a adopté en juillet 2010 une modification de la LaLAT visant à établir un régime de compensation permettant de tenir compte équitablement des avantages résultant de mesures d'aménagement du territoire (telles que la création d'une zone à bâtir), ainsi que le prescrit la loi fédérale sur l'aménagement du territoire. La loi cantonale modifiée, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, instaure le principe d'un fonds de compensation alimenté par le produit d'une taxe frappant les propriétaires de terrains auxquels une mesure d'aménagement procure un avantage majeur.

La taxe de 15% est prélevée sur la différence de valeur des terrains avant et après la mesure d'aménagement, pour être ensuite versée dans le fonds qui permet de financer les mesures de compensation liées à cette décision d'aménagement du territoire. Le règlement cantonal prévoit une répartition du produit de la taxe à parts égales entre les équipements communaux et le fonds de compensation agricole ; les indemnités à verser au titre de l'expropriation matérielle étant réservées.

*Pour toute information complémentaire : M. Roland Godel, secrétaire général adjoint, DF, ☎ 022 327 98 07.*

---

## **Lancement d'une étude pour la promotion des zones d'activités mixtes**

Le Conseil d'Etat a répondu favorablement à une [motion préconisant la promotion des zones d'activités mixtes](#) en lançant une étude à cet effet.

Le 22 mars 2012, le Grand Conseil avait modifié la [loi générale sur les zones de développement industriel](#) en créant une nouvelle catégorie de zone, à savoir les zones de développement d'activités mixtes. Simultanément, il avait adopté une motion invitant le Conseil d'Etat à identifier, étudier et finalement proposer des déclassements de zones industrielles existantes afin de créer de telles nouvelles zones.

Dans sa réponse, le Conseil d'Etat indique partager pleinement les vœux du Grand Conseil en la matière. Les zones de développement d'activité mixtes feront ainsi l'objet d'une fiche spéciale du futur plan directeur cantonal. Une première étude à l'échelle cantonale, dont les résultats seront connus fin 2012, sera lancée afin de déterminer les critères économiques, d'aménagement du territoire, de mobilité et d'environnement et identifier les sites qui s'y prêtent. Elle sera conduite par le département de l'urbanisme (DU) et la Fondation pour les terrains industriels (FTI), avec un groupe de pilotage intégrant les départements des affaires régionales, de l'économie et de la santé (DARES) et de l'intérieur, de la mobilité et de l'environnement (DIME).

Les périmètres ainsi identifiés feront ensuite l'objet d'une étude plus approfondie en collaboration avec les instances concernées, en particulier les communes, en vue du lancement de procédures de modification de limites de zones et de plans directeur de zones de développement d'activités mixtes. Par ailleurs, un groupe

de travail regroupant les services de l'Etat et la FTI élabore actuellement de nouvelles directives concernant les activités admissibles dans les zones industrielles et de développement industriel, ainsi que dans ces nouvelles zones de développement d'activités mixtes.

*Pour toute information complémentaire: M. Bernard Leutenegger, directeur de la planification directrice cantonale et régionale, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 11.*

---

## **Ouverture des voies bus et taxi au transport professionnel des personnes handicapées**

Conscient des difficultés de déplacement auxquelles se heurtent les personnes en situation de handicap, le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de modification de [la loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière \(LaLCR\)](#) et la [loi cantonale sur les taxis et limousines \(LTaxis\)](#), afin de permettre aux véhicules affectés au transport professionnel de personnes handicapées d'emprunter les voies réservées aux bus déjà ouvertes aujourd'hui aux taxis.

L'article 8A, nouveau de la LaLCR prévoit que les véhicules habilités à circuler sur ces voies devront être affectés au transport professionnel de personnes handicapées, être sérigraphiés, spécialement équipés et au bénéfice d'une concession.

Par ailleurs, ce nouvel article spécifie que cette dérogation se limite aux voies réservées aux bus munies du marquage « TAXI ». En outre, tout comme les taxis, les véhicules affectés au transport professionnel de personnes handicapées seront tenus de se rabattre sur la voie normale en cas de conflit avec la progression des bus des Transports publics genevois (TPG). Cela est le cas lorsque des carrefours sont équipés de feux de signalisation détectant les bus ou lorsque la régulation du trafic n'autorise de tourner sur une autre rue qu'aux seuls bus.

L'exigence selon laquelle le véhicule doit être sérigraphié permet d'éviter que d'autres véhicules revendiquent les droits conférés aux entités œuvrant pour ce type de transport. De par ses conditions de délivrance, la concession permet de limiter le cercle des ayants droit au strict nécessaire et de préserver ainsi la vitesse commerciale des TPG.

Conséquence de l'introduction de l'article 8A LaLCR, la LTaxis est aussi modifiée par l'introduction d'un nouveau cas d'exception à son article 4 alinéa 1, prévoyant la non-application de ladite loi au transport professionnel de personnes handicapées régi par le nouvel article 8A LaLCR. Ceci permet à ce type de transport de n'être pas assimilé aux taxis et limousines couverts par la législation sur les taxis.

Le Conseil d'Etat souligne qu'il appartient au Grand Conseil d'accepter les modifications de la LaLCR et de la LTaxis. Ces dernières ne pourront donc entrer en vigueur qu'au terme de la procédure législative.

*Pour toute information complémentaire : Mme Delphine Gabbaï, responsable du service juridique, direction générale de la mobilité, DIME, ☎ 022 546 78 20.*

---

## **Optimisation de l'offre en P+R sur la rive gauche**

Le Conseil d'Etat s'est déterminé en faveur d'une adaptation du projet de P+R à la Gradelle (P+R Tulette) afin d'optimiser l'offre en parking relais (P+R) sur le territoire du canton de Genève. Dans le but de maîtriser les coûts d'exploitation de cette infrastructure, le nombre de places de stationnement prévu à l'origine sera diminué et passera de 300 à 150 places.

Doté d'une bonne desserte en transports en commun, le P+R Tulette voit son attractivité potentielle pour les pendulaires diminuée en raison de la dégradation des conditions de circulation sur la route de Vandoeuvres et le chemin de la Gradelle. Redimensionné à 150 places, le P+R Tulette est destiné à satisfaire une clientèle d'usagers de proximité en provenance des communes de Cologny, Vandoeuvres et Choulex.

Une réflexion plus large prenant en compte la demande potentielle du secteur Arve-Lac, les développements prévus de l'offre des transports collectifs et les développements urbains des secteurs MICA-Puplinge et Pallanterie a conclu à la nécessité de proposer deux autres P+R : un à la Pallanterie, destiné à satisfaire la demande issue du nord de la rive gauche du lac (Collonge-Bellerive, Corsier, Anières, Hermance et France voisine), et un autre dans le secteur MICA-Puplinge, destiné à satisfaire la demande du couloir Jussy, Presinge, Puplinge, de la partie nord de l'agglomération d'Annemasse et d'une partie du Chablais haut-savoyard.

Des études seront lancées en vue de la réalisation de ces deux nouveaux ouvrages.

*Pour toute information complémentaire : M Alexandre Prina, chef du service de l'organisation de la mobilité, direction générale de la mobilité, DIME, ☎ 022 546 78 25.*

---

## **Modération du trafic aux Eaux-Vives: des mesures sous haute surveillance**

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un rapport sur une [pétition de l'Association des intérêts des Eaux-Vives \(AEIV\)](#) demandant une garantie d'accessibilité « au et dans le quartier des Eaux-Vives », en réaction aux projets et plans de modération du trafic aux Eaux-Vives déposés par la Ville de Genève début 2011 notamment.

Dans son rapport, le Conseil d'Etat indique que le deuxième projet de modération de trafic présenté par la Ville de Genève en juin 2011 – qui préconise notamment la fermeture d'un tronçon de la rue de Montchoisy entre les rues Maunoir et du XXXI-Décembre – ne sera mis en œuvre que si le bilan de fonctionnement de la zone 30 km/h des Eaux-Vives conclut à la nécessité de prendre des mesures complémentaires. L'efficacité de ces mesures sera examinée en lien avec le respect de la hiérarchie du réseau routier, les niveaux sonores ainsi que de la limitation de la vitesse.

Les rues du quartier des Eaux-Vives appartiennent au réseau routier de quartier défini dans l'article 3A de la [loi cantonale sur les routes \(LRoutes\)](#), qui stipule que « le réseau routier de quartier a pour fonction de desservir les habitants et les activités ». La fonction du réseau de quartier n'est donc pas d'accueillir le trafic routier de transit, qui doit être supporté principalement par le réseau primaire. D'après les comptages de la Ville de Genève, ce réseau de rues de quartier connaît aujourd'hui un trafic de transit qui représente, selon les rues, entre 30% et 60% du trafic total.

C'est pour réduire ce trafic de transit que la Ville de Genève a souhaité procéder à la mise en place d'une mesure à l'essai de fermeture du tronçon concerné de la rue de Montchoisy, après avoir effectué une concertation publique. Une fermeture sur quarante mètres seulement garantirait une bonne accessibilité au quartier.

Si l'analyse de la zone 30 des Eaux-Vives conclut à la nécessité de prendre des mesures complémentaires, le Conseil d'Etat autorisera la Ville de Genève à procéder à cet essai de fermeture. Cela permettra à chacun de se rendre compte de façon objective des impacts positifs et négatifs de la mesure.

Le projet de la Ville est réduit par rapport à la demande initiale, qui avait fait l'objet d'un moratoire du Conseil d'Etat. En outre, cet essai devra être accompagné de la mise en place d'un comité de suivi de la mesure, composé des parties prenantes et en particulier de l'Etat, des Transports publics genevois (TPG) et des représentants des commerçants.

La production d'indicateurs à l'intention du comité de suivi devra permettre à ce dernier de mesurer objectivement les effets de la mesure. Le Conseil d'Etat rappelle enfin qu'il peut à tout moment demander la levée d'un dispositif d'aménagement à l'essai.

*Pour toute information complémentaire : M. Thierry Messenger, directeur a.i. de l'organisation et de l'exploitation du réseau routier, DIME, ☎ 022 546 78 19.*

---

### **Signature de deux contrats relatifs aux corridors biologiques transfrontaliers**

Le Conseil d'Etat a approuvé la signature de deux contrats relatifs aux corridors biologiques transfrontaliers situés dans les secteurs « Champagne-Genevois » et « Arve-Lac ».

Ces contrats corridors visent à mettre en œuvre un plan d'action pour améliorer la préservation des espaces naturels de l'agglomération et le renforcement de leur connexion. Ainsi, plusieurs sites naturels, comme ceux de la Feuillée entre Soral et Saint-Julien ou dans les bois de Jussy, feront l'objet de mesures de gestion transfrontalières. Des tronçons routiers seront aménagés afin de favoriser le passage de la petite faune et d'en diminuer la mortalité (routes de Chancy et de Monniaz) et des animations sur le thème des corridors biologiques seront organisées, notamment en collaboration avec la maison du Salève. Elaborés avec les divers partenaires suisses et français, ces deux contrats découlent de la charte du Projet d'agglomération signée en 2007. Leur signature est prévue cet automne et le plan d'action s'étendra jusqu'en 2017.

Le caractère innovant de ces deux contrats est à souligner, car ils proposent pour la première fois une démarche d'intégration de la biodiversité au cœur du territoire du Grand Genève.

*Pour toute information complémentaire : M. Sébastien Beuchat, directeur du paysage, DIME, ☎ 022 388 55 01.*

---

### **Protéger les raisins du chapardage**

Le Conseil d'Etat a décrété la mise à ban du vignoble genevois à partir du lundi 3 septembre 2012 jusqu'à la fin des vendanges. Conformément à l'article 17 de la [loi sur la viticulture](#), le Conseil d'Etat arrête chaque année avant la vendange la mise à ban, en accord avec l'Interprofession viti-vinicole. Le règlement d'application de la loi sur la viticulture stipule notamment que « durant la période de mise à ban, l'accès aux vignes est interdit sans autorisation écrite de l'exploitant ».

La surveillance est assurée par les agents de la direction générale de la nature et du paysage, avec le concours des agents municipaux et des gardes récoltes. Des amendes seront dressées aux contrevenants.

*Pour toute information complémentaire: M. Daniel Rinolfi, direction général de l'agriculture, DIME, ☎ 022 388 71 71.*

---

## Refonte de la loi sur la statistique publique cantonale

Le Conseil d'Etat a adopté et déposé devant le Grand Conseil un projet de loi visant à actualiser la [loi sur la statistique publique cantonale \(LStat\)](#) et à la mettre en conformité avec le règlement de l'Union européenne relatif aux statistiques européennes, comme le stipule l'accord bilatéral entre la Suisse et l'UE en matière de statistique.

Si, dans le cadre de son activité, l'Office cantonal de la statistique (OCSTAT) applique déjà ces principes et standards internationaux, la loi cantonale du 11 mars 1993 (qui fut à l'époque la première loi cantonale en la matière) nécessitait d'être adaptée dans ce sens, de même que pour tenir compte de l'évolution marquante des techniques, ressources et moyens de communication constituant le cadre de la statistique publique.

La nouvelle loi tient compte des conditions de production actuelles de l'information statistique, notamment de l'utilisation croissante de fichiers administratifs. Elle comporte un nouveau chapitre consacré aux définitions, principes et règles statistiques, conformes aux standards internationaux. Elle institue un système cantonal de statistique publique intégrant des principes éthiques et déontologiques tels que l'objectivité ou l'indépendance professionnelle. Divers articles ont en outre été reformulés ou déplacés, afin d'assurer une meilleure cohérence et lisibilité de la loi et d'en faciliter la compréhension.

*Pour toute information complémentaire : M. Roland Godel, secrétaire général adjoint, DF, ☎ 022 327 98 07.*

---

## Projet de loi modifiant la loi sur la procédure administrative

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi modifiant la [loi sur la procédure administrative](#). En effet, dans le cadre de la réforme Justice 2011, le Grand Conseil a notamment modifié la [loi sur la procédure administrative \(LPA; E 5 10\)](#) en introduisant la suspension des délais en procédure administrative à Pâques, en été et à Noël. Tout d'abord limitée aux seules procédures devant les tribunaux appliquant la LPA (Tribunal administratif de première instance, Chambre administrative de la Cour de justice, Chambre des assurances sociales de la Cour de justice, etc.), la suspension des délais a été élargie, depuis septembre 2011, à toutes les procédures administratives, avant même qu'un tribunal ne soit saisi.

Cette application large de la suspension des délais fixés en jours ou en mois a, par exemple, pour conséquence un retard dans l'entrée en force des bordereaux d'impôts. De même, il y a désormais des délais de réclamation différents entre les impôts cantonaux et l'impôt fédéral direct.

Par son projet de loi, le Conseil d'Etat entend supprimer la suspension des délais fixés « en mois » et de limiter la suspension des délais à la seule procédure devant les tribunaux. Il s'agit ensuite de prévoir des exceptions pour les domaines où il est nécessaire de trancher rapidement un litige (violences domestiques, mesures de contrainte en droit des étrangers). Il s'agit enfin d'harmoniser les règles procédurales en matière fiscale entre les impôts cantonaux et l'impôt fédéral direct.

*Pour toute information complémentaire: Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, ☎ 022 327 95 00.*

---

## Adaptations tarifaires de la Feuille d'avis officielle

Le Conseil d'Etat a modifié le [règlement relatif à la Feuille d'avis officielle](#) (FAO) de la République et canton de Genève afin d'adapter les tarifs aux changements qui interviendront prochainement.

Editée depuis 1752, la FAO va en effet adopter dès le 14 septembre une nouvelle maquette de type tabloïde. Ce changement de format nécessite une modification des tarifs pour les insertions publicitaires et les avis officiels.

Parallèlement, les tarifs des abonnements, qui avaient été fixés en 2005, ont aussi été adaptés. Les nouveaux tarifs (195 francs pour l'abonnement annuel standard contre 180 francs actuellement) prennent en compte, d'une part, le renchérissement et, d'autre part, l'accès pour tous les abonnés — également dès le 14 septembre — à une version Internet dynamique permettant une visualisation et une recherche par édition, par rubrique et par avis, incluant deux années d'archives.

La restriction de l'accès à la version Internet de la FAO aux abonnés résulte de mesures destinées à garantir la protection des données personnelles. En effet, de nombreuses personnes se plaignaient que des informations les concernant et figurant dans la version électronique de la FAO étaient rendues publiques sans limitation dans le temps, grâce aux moteurs de recherche, leur portant préjudice. La préposée cantonale à la protection des données a à ce propos émis une recommandation en mars 2011, suivie d'une interpellation du Conseil d'Etat pour restreindre, voire même supprimer l'accès à la FAO en ligne. Le Conseil d'Etat a alors introduit cette restriction à l'occasion de la précédente modification du règlement relatif à la FAO le 29 juin 2011, avec une entrée en vigueur différée. En limitant l'accès aux abonnés, l'Etat garantit à la fois la protection des données personnelles, puisque celles-ci ne seront plus accessibles via les moteurs de recherche publics, et la consultation des informations qui les intéressent. D'autres cantons comme Vaud, Bâle-Ville ou Fribourg ont également pris de telles mesures.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, ☎ 022 327 95 00.*

---

## Aides financières dans le domaine de la culture

Le Conseil d'Etat a accordé une série d'aides financières dans le domaine de la culture par le biais d'un projet de loi et de divers arrêtés.

### MAMCO, Fondation Bodmer et MICR

Le gouvernement a adopté un projet de loi renouvelant, pour la période 2012-2015, l'octroi des aides financières destinées à la Fondation de droit public du Musée d'art moderne et contemporain (Fondamco), à la Fondation Martin Bodmer et à la Fondation du Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (MICR). Ce projet de loi, portant sur un montant total de 10,857 millions de francs, a pour but de définir une politique de soutien en matière culturelle et muséale. Il vise également à formaliser les relations qu'entretient l'Etat avec trois institutions régulièrement subventionnées.

Les augmentations prévues sur la période 2012-2015, soit 500'000 francs en faveur de la Fondamco, 443'000 francs pour le MICR et 200'000 francs en faveur de la Fondation Bodmer, permettront à ces musées de développer un travail de qualité, d'enrichir et de mettre en valeur le patrimoine historique et culturel genevois tout en contribuant au rayonnement de la Genève culturelle et humanitaire.

La conclusion de ces nouvelles conventions de subventionnement permet de fixer des exigences à l'égard des institutions et de s'assurer que les aides accordées atteignent les buts et les objectifs définis. Les montants négociés dans un premier temps avec ces musées ont été revus à la baisse pour correspondre au budget 2012 et s'intégrer dans le plan financier quadriennal.



## **Association Grütli Productions**

Le gouvernement a également octroyé une aide financière de 99'250 francs pour l'année 2012 à l'Association Grütli Productions, organisée en association sans but lucratif.

Cette aide permettra à l'association ainsi qu'à son nouveau directeur, M. Frédéric Polier, de proposer au public genevois une programmation théâtrale et des performances de qualité pour la saison 2012-2013, dans la perspective du décloisonnement entre les genres scéniques voulu par le Grütli.

Brassant les auteurs du 20<sup>e</sup> siècle, mais aussi les dramaturges antiques et les nouveaux talents du 21<sup>e</sup> siècle, l'association ouvre sa saison sur un projet ambitieux, qui rassemble cinq metteurs en scène romands autour de trois pièces de l'auteur catalan Esteve Soler.

## **Maison de Rousseau et de la Littérature**

Enfin, le Conseil d'Etat a octroyé une aide financière de 30'000 francs pour l'année 2012 à la Maison de Rousseau et de la Littérature, fondation à but non lucratif.

Cette aide vise à permettre à la Maison de Rousseau et de la Littérature d'organiser, durant l'année 2012, diverses manifestations autour de la littérature telles que des lectures, performances, rencontres entre écrivains et traducteurs, ou encore débats sur des thèmes d'actualité. Le public auquel s'adressent ces événements est le plus large possible, incluant les élèves et les étudiants.

Inaugurée le 31 janvier 2012 (voir [FAO du 7 février 2012](#)), la Maison de Rousseau et de la Littérature est installée dans le bâtiment du 40, Grand-Rue, appartenant à l'Etat. Elle a déjà déployé une série d'activités autour de la littérature contemporaine de Suisse romande et de la figure de Jean-Jacques Rousseau, en cette année du tricentenaire de sa naissance.

*Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP,  
☎ 022 546 66 70.*

---

## **Aides financières dans le domaine de la santé**

### **Carrefour AddictionS**

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière annuelle de 1'941'990 francs à Carrefour AddictionS pour les années 2013 à 2016. Carrefour AddictionS réunit trois associations actives dans la prévention des dépendances: l'Association de prévention du tabagisme (APRET), la Fédération genevoise pour la prévention de l'alcoolisme (FEGPA) et l'association Rien ne va plus (RNVP) pour le domaine du jeu excessif.

Carrefour AddictionS poursuivra les activités précédemment confiées aux trois associations dont l'évaluation des contrats respectifs a montré l'utilité et la pertinence. Leurs réalisations ont contribué au succès des efforts de prévention du canton. Ceux-ci ont permis de réduire significativement le nombre d'hospitalisations pour des affections respiratoires et des infarctus du myocarde, notamment suite à l'introduction de la loi sur l'interdiction de fumer dans les lieux publics. Ils ont également permis de maîtriser l'augmentation du taux d'hospitalisations pour intoxication alcoolique chez les jeunes, en comparaison avec l'évolution observée dans les cantons suisses, en particulier grâce à la loi interdisant ou régulant la vente de boissons alcooliques dans les stations-services, les vidéoclubs et pendant la nuit.

L'association continuera ainsi notamment à informer et à sensibiliser la population et les jeunes, à soutenir les parents, à former et à mobiliser les différents acteurs impliqués par la mise en œuvre des mesures de protection de la santé. Parmi les nouveautés figurent l'élargissement des actions centrées sur des groupes de la population avec des besoins spécifiques, la sensibilisation accrue des professionnels du réseau socio-sanitaire et l'élaboration de mesures de prévention de la consommation de cannabis chez les jeunes.

L'octroi d'une aide financière à une seule entité favorise une approche cohérente des mesures de prévention des addictions, avec et sans substance, et facilite la mise sur pied de mesures coordonnées pour faire face



aux problématiques émergentes. Ce regroupement permet également de renforcer les réponses à apporter à l'évolution des modes de consommation de substances psychoactives et à celle des comportements à potentiel addictif. En particulier, les adolescents feront l'objet d'actions de plus grande ampleur en raison de leur vulnérabilité et des risques de développer des comportements de dépendance à l'âge adulte.

### **Associations de lutte contre le VIH et les autres infections sexuellement transmissibles**

Par ailleurs, le Conseil d'Etat a accordé une aide financière annuelle de 5'173'250 francs aux associations de lutte contre le VIH et les autres infections sexuellement transmissibles pour les années 2013 à 2016. Ce soutien permet de poursuivre les efforts de prévention du VIH et vise à répondre à la forte augmentation de certaines infections sexuellement transmissibles observée ces dernières années.

La collaboration entre les associations actives dans ce domaine est également renforcée. Le Groupe sida Genève, Première Ligne, Dialogai, Personnes vivant avec le VIH/sida (PVA Genève) et Boulevards vont poursuivre ensemble leur travail de terrain dans le cadre du programme national 2011-2017 contre le VIH et les infections sexuellement transmissibles. Les programmes de prévention du VIH soutenus par le canton ont contribué à diminuer de près de 50% depuis 2008 le nombre de nouveaux cas diagnostiqués chaque année à Genève.

*Pour toute information complémentaire : M Adrien Bron, directeur général, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 456 00 00.*

---

### **Soutien aux activités de l'Association suisse Pro Infirmis**

Le Conseil d'Etat a soumis au Grand Conseil un projet de loi accordant une aide financière monétaire d'un montant de 300'000 francs, pour la période allant de 2012 à 2015, au service cantonal genevois de l'Association Pro Infirmis.

Cette aide financière est destinée à soutenir le service cantonal genevois dans ses activités d'aide et de conseils aux personnes vivant avec un handicap.

*Pour toute information complémentaire : M. Michel Blum, directeur chargé des assurances sociales et du handicap, direction générale de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 19.*

---

### **Aides financières à divers organismes**

Le Conseil d'Etat a soumis au Grand Conseil un projet de loi accordant à l'association Pluriels une aide financière se montant à 235 000 francs par année pour la période 2013-2016. Cette aide financière s'inscrit dans le cadre du programme « Actions en matière d'asile et de migration » et est assortie d'un nouveau contrat de prestations.

Grâce à l'aide financière de l'Etat, l'association Pluriels propose des consultations ethno-psychologiques aux migrants afin qu'ils puissent mieux faire face à l'ensemble des changements auxquels ils sont confrontés. Par ailleurs, à travers ses activités psychosociales et de formation, l'association assure une sensibilisation des acteurs oeuvrant auprès des migrants et facilite les échanges et la connaissance mutuelle entre population migrante et société d'accueil.

Le Conseil d'Etat a également soumis au Grand Conseil un projet de loi accordant à quatre associations féminines – Foyer Arabelle, Solidarité Femmes, SOS-Femmes et Viol Secours – des aides financières se montant à un total de 1 921 000 francs par année pour la période 2013-2016. Ces aides financières

s'inscrivent dans le cadre du programme « Soutien à la famille » et sont assorties de nouveaux contrats de prestations.

Ces quatre associations ont pour point commun d'œuvrer en faveur des femmes se trouvant pour divers motifs en difficulté sociale et/ou psychologique. D'une grande complémentarité dans l'action, chacune d'entre elles propose néanmoins des prestations spécifiques.

Grâce à l'aide financière de l'Etat, l'association Foyer Arabelle offre un lieu d'accueil et d'hébergement à des femmes, avec ou sans enfant, momentanément en difficulté. L'association Solidarité Femmes, quant à elle, procure une aide sociale et psychologique aux femmes victimes de violence conjugale et à leurs enfants. Tandis que l'association SOS-Femmes accueille et accompagne des femmes ayant exercé la prostitution et qui souhaitent se réorienter. Enfin, l'association Viol-Secours soutient les femmes victimes de violences sexuelles et contribue à la prévention de ces violences.

*Pour toute information complémentaire : M. Vito Angelillo, directeur chargé des politiques d'insertion, direction générale de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 64.*

---

## **Intégration des étrangers : Genève poursuit ses efforts**

Le Conseil d'Etat a adopté le rapport d'activité 2011 du bureau de l'intégration des étrangers.

Le bureau de l'intégration est chargé de coordonner les mesures liées à cette thématique. Afin d'atteindre ses objectifs, il travaille en étroite collaboration avec les instances fédérales, cantonales et communales ainsi qu'avec de nombreux partenaires institutionnels et privés.

Durant l'année 2011, le bureau de l'intégration des étrangers a concentré ses efforts sur:

- l'intégration sociale et professionnelle des personnes admises provisoirement (permis F) et des réfugiés statutaires (permis B), ceci par le lancement d'un dispositif performant impliquant notamment l'Hospice général ainsi que l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO);
- l'accueil et l'information des nouveaux arrivants par l'organisation de séances d'accueil en plusieurs langues, la mise à disposition de plusieurs nouvelles traductions de brochures d'information et de documents réédités ainsi que le développement d'un futur réseau d'accueil et d'information;
- la prévention du racisme et des discriminations en favorisant la mise sur pied de l'association Coordination genevoise - Ecoute contre le racisme qui a pour objectif l'ouverture d'un centre de consultation pour les victimes de racisme et de discriminations, ainsi que par la coordination de la Semaine contre le racisme à Genève;
- l'apprentissage de la langue par le renforcement de son dispositif d'offre de cours de français ainsi que par le développement de cours de langue d'origine afin de renforcer l'intégration des jeunes migrant-e-s.

Il convient également d'ajouter que le bureau de l'intégration des étrangers a effectué un travail préparatoire à la rédaction du programme cantonal d'intégration qui sera soumis à la Confédération au mois de décembre 2012 conformément aux exigences de celle-ci.

*Pour toute information complémentaire : M. André Castella, délégué à l'intégration, bureau de l'intégration des étrangers, DS, ☎ 022 546 74 99 ou 079 215 79 15.*

---

## **Approbation des comptes 2011 de diverses institutions**

Le Conseil d'Etat a approuvé les comptes 2011 des cliniques genevoises de Joli-Mont et de Montana. Ces derniers présentent un excédent de 2'736'524 francs dont la répartition a été fixée à hauteur de 25 % en faveur des cliniques et 75 % restitué à l'Etat de Genève conformément aux clauses du contrat de prestations conclu pour les années 2008 à 2011 et adopté par le Grand Conseil par le biais de la loi 10280 du 14 novembre 2008.

Le Conseil d'Etat a également approuvé les comptes 2011 des Hôpitaux universitaires de Genève. Ces derniers présentent un excédent de 23'601'355 francs dont la répartition a été fixée à hauteur de 75% en faveur des Hôpitaux universitaires de Genève et 25% restitué à l'Etat de Genève, conformément aux clauses du contrat de prestations conclu pour les années 2008 à 2011 et adopté par le Grand Conseil par le biais de la loi 10281 du 4 décembre 2008.

*Pour toute information complémentaire : M. Dominique Ritter, directeur, direction financière, DARES, ☎ 022 546 88 30.*

---

## **Rapports d'activités des commissions officielles**

Le Conseil d'Etat a pris connaissance des rapports d'activités de nombreuses commissions officielles pour la période du 1er juin 2011 au 31 mai 2012. Conformément à la loi sur les commissions officielles (LCOF; A 2 20), les commissions établissent chaque année avant le 31 juillet leurs rapports annuels d'activités et les remettent au Conseil d'Etat qui les rend publics.

Ces rapports sont consultables à l'adresse [www.ge.ch/codof/rapports\\_activite\\_2010-2014.asp](http://www.ge.ch/codof/rapports_activite_2010-2014.asp) au fur et à mesure que le gouvernement en prend connaissance.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, ☎ 022 327 95 00.*

---

## **Nouveau règlement pour le cimetière à Chêne-Bourg**

Le Conseil d'Etat a approuvé la délibération de la commune de Chêne-Bourg adoptant un nouveau règlement pour son cimetière.

Le précédent règlement datant du 29 juillet 1993, le conseil municipal a considéré qu'une remise à jour était nécessaire pour y intégrer les modifications légales et réglementaires ainsi que les usages et pratiques actuellement en vigueur.

*Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIME ☎ 022 546 72 40.*

---

### **Céligny opte pour une source d'énergie locale**

Le Conseil d'Etat a approuvé la délibération de la commune de Céligny d'adhérer à l'Association intercommunale pour l'exploitation d'un couvert régional à plaquettes et bois énergie (ACP) à Trélex/VD.

Souhaitant en effet utiliser, dans la mesure du possible, une source d'énergie locale, Céligny a décidé de rejoindre l'association intercommunale, son actuel statut de partenaire de l'ACP ne lui permettant pas d'obtenir une garantie pour une livraison annuelle des plaquettes de bois.

Cette décision du conseil municipal de Céligny fait suite à une première délibération datant du 9 novembre 2010 ouvrant un crédit de 10 000 francs à titre de soutien de cette association.

*Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIME ☎ 022 546 72 40.*

# Entrée en vigueur de lois

Le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur des lois suivantes :

Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTRÉE EN VIGUEUR
Loi du 08.06.2012, (10759) ouvrant un crédit d'investissement de 8'940'000 francs pour l'acquisition des services, du matériel et des logiciels nécessaires à la refonte du système d'information de l'office des poursuites (L10759)	Conseil d'Etat	Samedi 25 août 2012 (lendemain de la parution dans la Feuille d'avis officielle)
Loi du 08.06.2012, (10888) modifiant les limites de zones sur le territoire de la commune de Thônex (création de deux zones de développement industriel et artisanal, d'une zone de développement 3, d'une zone de développement 3 affectée à du logement, de deux zones de développement 3 affectées à de l'équipement public et de cinq zones de développement 4A) situées entre le chemin de la Mousse et l'avenue Tronchet (L10888)	Conseil d'Etat	Samedi 25 août 2012 (lendemain de la parution dans la Feuille d'avis officielle)
Loi du 08.06.2012, (10919) modifiant les limites de zones sur le territoire de la commune de Carouge (création d'une zone 3 et abrogation d'une zone de développement 4A, au lieu-dit « Grange-Collomb ») (L10919)	Conseil d'Etat	Samedi 25 août 2012 (lendemain de la parution dans la Feuille d'avis officielle)
Loi du 07.06.2012, (10951) approuvant le rapport annuel de gestion, le compte de profits et pertes et le bilan des Services industriels de Genève pour l'année 2011 (L10951)	Conseil d'Etat	Samedi 25 août 2012 (lendemain de la parution dans la Feuille d'avis officielle)
Loi du 08.06.2012, (10860) accordant une indemnité annuelle de fonctionnement et d'investissement aux cliniques de Joli-Mont et Montana pour les années 2012 à 2015 (L10860)	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> janvier 2012

*Les liens hypertexte vers les lois seront activés le jour de leur parution dans la Feuille d'avis officielle.*

# Agenda des invitations à la presse

*Sous réserve de modifications*

Date	Sujet	Lieu	Dpt.	Contact
23 août 11h00	Rentrée scolaire	salle 2 du DIP 6, rue de l'Hôtel-de-Ville - 1204 Genève	DIP	May Piaget ☎ 022 546 69 18
28 août 14h00	Chantier CEVA de Carouge-Bachet dès le 05.09.12: restriction de trafic sur l'autoroute (A1 -tunnel du Bachet) et mesures d'accompagnement	Salle des Fiefs de l'Hôtel de Ville 2, rue de l'Hôtel-de-Ville - 1204 Genève	DIME  CEVA	Yann Gerdil-Margueron ☎ 022 546 78 49  Caroline Monod ☎ 022 716 06 85
30 août 17h00	Soirée d'information publique pour le lancement de la procédure de consultation publique du PDQ des Cherpines	Ecole de commerce Aimée Stitelmann 24, route de Base - 1228 Plan-les-Ouates	DU	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24 ☎ 076 313 01 25
31 août 11h30	Journées européennes du patrimoine des 8 et 9 septembre 2012 : les biens culturels « Pierre et béton »	Pavillon Sicli 45, route des Acacias - 1227 Les Acacias	DU Ville de GE	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24 ☎ 076 313 01 25
1 <sup>er</sup> septembre 10h-22h	Portes ouvertes à l'Hôtel de ville	Hôtel de Ville 2, rue de l'Hôtel-de-Ville - 1204 Genève	CHA GC	Nicolas Merckling ☎ 022 327 90 80

13 septembre 11h00	Inauguration de la Seymaz renaturée (3 <sup>e</sup> étape)	rendez-vous sur le parking du stade municipal de Choulex, chemin du Chambet - 1244 Choulex	DIME	Leyla Caragnano ☎ 022 546 76 14
28 septembre 11h00	Inauguration du tronçon renaturé du Foron à Ambilly/Thônex	Foron, devant le stade à Ambilly (rue de la Paix)	DIME	Leyla Caragnano ☎ 022 546 76 14